

L'institution ouvrira ses portes ce samedi 28 novembre. © PIERRE-YVES THIENPONT.

Le musée Kanal ouvre dans un climat d'incertitudes

Installé dans un magnifique bâtiment de 40.000 m², le musée d'art moderne et contemporain Kanal ouvrira samedi, dans la capitale. Avant même l'inauguration, de nombreuses questions entourent le futur de ce projet financé par la Région.

JULIEN THOMAS

Ce mardi, Bruxelles connaîtra une première depuis les attentats de 2015 et 2016. A l'exception des sommets internationaux, une conférence de presse de la capitale n'avait sans doute plus drainé autant de journalistes du monde entier. Ils seront plus de 300 à se rendre au futur musée d'art moderne et contemporain Kanal. Installée dans l'ancien garage Citroën, au centre-ville, l'institution ouvrira ses portes ce samedi 28 novembre.

Ce mardi, cette foule de médias admirera la rénovation de ce magnifique bâtiment des années 30. Elle découvrira l'intense programme culturel des douze prochains mois. Comme un symbole, la scène se déroulera à un kilomètre de la maison communale de Molenbeek. Le gouvernement bruxellois attend beaucoup en termes de rayonnement de Kanal, pour lequel la Région a déboursé 360 millions d'euros depuis 2015 (salaires du personnel inclus). Jusqu'à présent, l'entité en est l'unique bailleur de fonds. A la veille de l'ouverture, les incertitudes entourent toutefois ce projet ambitieux, mais controversé pour son coût.

« Un schisme idéologique »

Plantons d'abord le décor de Kanal. Lancé voici une dizaine d'années, le projet poursuit une ambition de développement territorial et d'attraction touristique dans la zone désindustrialisée du canal. Ce cours d'eau divise toujours Bruxelles en deux zones socio-économiques distinctes. « On voulait créer de la cohésion entre la rive gauche et la rive droite de Bruxelles », fait valoir un ex-ministre qui a porté le projet.

Installé dans un bâtiment de 40.000 mètres carrés, le musée bénéficiera, ces cinq prochaines années, d'un partenariat prestigieux en échange de deux millions d'euros par an. Celui-ci consiste en un prêt d'œuvres d'art et en la transmission d'un savoir-faire. Kanal emploie directement 110 équivalents temps plein, mais le site accueille un nombre similaire de travailleurs externalisés. Les promoteurs du projet promettent une « ville-musée », avec 20.000 mètres carrés d'espace public, 12.500 mètres carrés d'espaces d'exposition, un *rooftop*, des établissements horeca et une salle de spectacle.

Dans la foulée de son week-end d'ouverture, le musée fermera déjà… pour deux jours. Chaque semaine, les portes seront en effet closes le lundi et le mardi. Tel n'était pas l'intention des porteurs du projet, qui prévoyaient une fermeture limitée au lundi. Les horaires d'ouverture ont aussi été légèrement rabotés. La baisse de la dotation annuelle par le gouvernement bruxellois explique cette réduction de voilure. Initialement prévue à 35 millions d'euros, celle-ci s'élève aujourd'hui à 28 millions. L'équipe de Boris Dilliès (MR), qui cherche à assainir les finances régionales, compte la rabaisser à 24 millions en 2027, 18 en 2028 et 10 millions en 2029.

Dans un entretien (lire par ailleurs), le libéral défend l'ambition du projet Kanal, mais confirme cette réduction. Jusqu'à présent, la Région est le seul bailleur de fonds. « Sans rehaussement des subsides, il n'y a plus de musée. Ces économies vont aussi nous amener à augmenter le tarif d'entrée et à annuler des grosses expositions », avait réagi le chargé de projet, Yves Goldstein.

Quelle finalité d'ici deux ou trois ans pour Kanal ? Avec 10 millions d'euros d'argent public par an, le musée estime pouvoir seulement sécuriser, éclairer et chauffer ses 40.000 mètres carrés. Plus aucun projet culturel ne serait possible. De son côté, le cabinet Dilliès prône une implication plus active du secteur privé, à travers notamment des partenariats public-privé (PPP). Une certitude : l'ADN du projet devra évoluer. « Il faut un schisme intellectuel et idéologique dans le management. On a besoin de quelqu'un qui croit et qui peut diriger – "driver" – une certaine activité commerciale », souligne l'équipe du libéral. Rappelons aussi que la Région ne prévoit pas de poursuivre le partenariat avec Pompidou. Avec la directrice artistique, Kasia Redzisz, et le responsable juridique et financier, Baptiste Delhauteur, le ou la futur(e) responsable de Kanal aura donc la charge de repenser entièrement le modèle. Le conseil d'administration devrait désigner cette fameuse perle rare en décembre. A l'heure actuelle, les huit derniers candidats en lice passent leur *assessment*.

L'avenir incertain du Civa

Par ailleurs, le paquebot Kanal se retrouvera sans capitaine après son ouverture. En mai dernier, le chargé de mission du projet et ex-chef de cabinet de Rudi Vervoort, Yves Goldstein, avait annoncé sa volonté de passer la main début 2027. Le cabinet de Boris Dilliès l'a poussé vers la sortie un peu plus tôt. L'équipe du libéral lui reprochait un manque de loyauté et le soupçonnait de vouloir peser sur le choix de son successeur comme jury de la sélection. Les proches du bientôt ex-chargé de projet dénoncent, quant à eux, un coup de force pour des motifs politiques. Une certitude : plusieurs membres de l'ancien conseil d'administration, qui fut renouvelé après l'accord entre Yves Goldstein et le cabinet Dilliès, dénoncent les conditions de ce renouvellement. « On a tous été remplacés du jour au lendemain. Cela s'est fait de manière très brutale », estime l'un d'eux. Ils déplorent l'absence d'une période de transition.

Comme par le passé, le risque de politisation de la gouvernance restera un point d'attention. Les membres du précédent conseil d'administration avaient aussi fait l'objet d'une désignation sous quota politique. Ceux-ci s'avéraient surtout issus des milieux culturel, économique et académique. Cette fois, certains profils semblent toutefois plus politisés. Dans l'opposition, Ecolo a tiqué, de son côté, sur le choix des galeristes Jean-Jacques De Gucht et Rodolphe Janssen, nommés sur quota d'Anders et du MR, étant donné que Kanal déploie aussi une politique d'acquisition d'œuvres d'art. Notons que le premier cité est un ex-parlementaire et, surtout, le frère du président d'Anders. « Pour une fois qu'un parti désigne une personne qui connaît une partie de l'écosystème, certains essaient de créer des polémiques politiciennes », estime Rodolphe Janssen. Par ailleurs, le nouvel organe dirigeant a modifié, une fois installé, les règles de la procédure de sélection. La suppression du classement de la *short-list* de candidats, initialement prévue, doit offrir plus de latitude lors du choix final.

> *On a besoin de quelqu'un qui croit et qui peut diriger une certaine activité commerciale*
> **Le cabinet de Boris Dilliès**

Enfin, l'implantation du Civa (une institution dédiée à l'architecture, aux paysages, à l'urbanisme et aux écosystèmes urbains) dans Kanal est remise en cause. « On est en réflexion à ce stade », indique le cabinet de Boris Dilliès. Notons que les aménagements pour accueillir le Civa ont coûté environ 35 millions d'euros hors TVA. Et que Kanal escomptait à ce stade sur un loyer du Civa d'environ 1,5 million d'euros. Ce lundi, le secrétaire général ad interim, Pieter Van Damme, a annoncé avoir remis sa démission, qui sera effective le 30 novembre. Contacté par nos soins, celui-ci assure que sa décision n'a rien à voir avec l'incertitude autour du Civa : « J'ai arrêté, car j'ai rempli ma mission. »

C'est dans ces circonstances compliquées que Kanal espère un succès de masse (550.000 visiteurs uniques dès 2027). « J'ai toujours pensé que si on faisait la démonstration que cela fonctionne, les collectionneurs, les sponsors et le fédéral viendraient », confie un ancien du cabinet de l'ex-ministre-président Rudi Vervoort (PS), qui a lancé et porté le projet depuis 2015. En tout cas, Kanal jouera gros ces deux prochaines années.